

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LA RÉGION

Abrégé

Exportations : facteurs d'amélioration du marché du travail dans la région Moyen- Orient et Afrique du Nord



Gladys Lopez-Acevedo et Raymond Robertson, éditeurs



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LA
RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Exportations :
facteurs d'amélioration
du marché du travail dans la
région Moyen-Orient et
Afrique du Nord

Gladys Lopez-Acevedo et
Raymond Robertson, éditeurs



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Cet abrégé présente une vue d'ensemble et la table des matières de l'ouvrage intitulé *Exports to Improve Labor Markets in the Middle East and North Africa*. doi : 10.1596/978-1-4648-1972-8. La version intégrale du rapport définitif, une fois publié, sera affichée en format PDF sur le site <https://openknowledge.worldbank.org/>. Des exemplaires du rapport peuvent également être commandés à l'adresse <http://Amazon.com>. Pour toute citation, reproduction et adaptation, veuillez utiliser la version définitive du rapport.

© 2023 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

Cet ouvrage a été publié initialement en anglais sous le titre *Exports to Improve Labor Markets in the Middle East and North Africa* en 2023. En cas de divergence entre l'anglais et la traduction, la langue d'origine fait foi.

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude, l'exhaustivité ou l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions ou contradictions dans les informations qui s'y trouvent, ni de l'utilisation qui serait faite ou non des renseignements, méthodes, procédés ou conclusions présentés dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières. Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni n'implique ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution, il est possible de copier, de distribuer, de transmettre et d'adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Lopez-Acevedo, Gladys et Raymond Robertson, éd. 2023. *Exportations : facteurs d'amélioration du marché du travail dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord*. « Abrégé ». Rapport sur le développement dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Washington : La Banque mondiale. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette institution. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qui peuvent y figurer.*

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tiers concernés. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques ou les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au service des publications de la Banque mondiale à l'adresse suivante : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Image de couverture : © Sonideas/Banque mondiale. Autorisation nécessaire pour toute autre utilisation.

Conception de la page de couverture : Bill Praglusi, Critical Stages LLC.

Collection Rapport sur le développement dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Cette collection comprend les principaux rapports sur le développement dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord de la Banque mondiale, qui sont établis sur la base de nouveaux travaux de recherche et d'analyses approfondies résultant d'examens collégiaux. Chaque rapport a pour ambition d'enrichir le débat sur les principales difficultés que rencontre la région et les perspectives qui s'offrent à elle dans le domaine du développement alors qu'elle s'efforce de faire face à l'évolution des besoins de sa population.

Titres dans la collection Rapport sur le développement dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Informality and Inclusive Growth in the Middle East and North Africa (2023), par Gladys Lopez-Acevedo, Marco Ranzani, Nistha Sinha et Adam Elsheikhi

Exports to Improve Labor Markets in the Middle East and North Africa (2023), par Gladys Lopez-Acevedo et Raymond Robertson

Blue Skies, Blue Seas: Air Pollution, Marine Plastics, and Coastal Erosion in the Middle East and North Africa (2022), par Martin Philipp Heger, Lukas Vashold, Anabella Palacios, Mala Alahmadi, Marjory-Anne Bromhead et Marcelo Acerbi

Distributional Impacts of COVID-19 in the Middle East and North Africa Region (2021), par Johannes G. Hoogeveen et Gladys Lopez-Acevedo, éditeurs

The Reconstruction of Iraq after 2003: Learning from Its Successes and Failures (2019), par Hideki Matsunaga

Beyond Scarcity: Water Security in the Middle East and North Africa (2018), Banque mondiale

Eruptions of Popular Anger: The Economics of the Arab Spring and Its Aftermath (2018), par Elena Ianchovichina

Privilege-Resistant Policies in the Middle East and North Africa: Measurement and Operational Implications (2018), par Syed Akhtar Mahmood et Meriem Ait Ali Slimane

Jobs or Privileges: Unleashing the Employment Potential of the Middle East and North Africa (2015), par Marc Schiffbauer, Abdoulaye Sy, Sahar Hussain, Hania Sahnoun et Philip Keefer

The Road Traveled: Dubai's Journey towards Improving Private Education: A World Bank Review (2014), par Simon Thacker et Ernesto Cuadra

Inclusion and Resilience: The Way Forward for Social Safety Nets in the Middle East and North Africa (2013), par Joana Silva, Victoria Levin et Matteo Morgandi

Opening Doors : Gender Equality and Development in the Middle East and North Africa (2013), par la Banque mondiale

From Political to Economic Awakening in the Arab World: The Path of Economic Integration (2013), par Jean-Pierre Chauffour

Adaptation to a Changing Climate in the Arab Countries: A Case for Adaptation Governance and Leadership in Building Climate Resilience (2012), par Dorte Verner

Renewable Energy Desalination: An Emerging Solution to Close the Water Gap in the Middle East and North Africa (2012), Banque mondiale

Poor Places, Thriving People: How the Middle East and North Africa Can Rise Above Spatial Disparities (2011), Banque mondiale

Financial Access and Stability: A Road Map for the Middle East and North Africa (2011), par Roberto R. Rocha, Zsofia Arvai et Subika Farazi

From Privilege to Competition: Unlocking Private-Led Growth in the Middle East and North Africa (2009), Banque mondiale

The Road Not Traveled: Education Reform in the Middle East and North Africa (2008), Banque mondiale

Making the Most of Scarcity: Accountability for Better Water Management Results in the Middle East and North Africa (2007), Banque mondiale

Gender and Development in the Middle East and North Africa: Women in the Public Sphere (2004), Banque mondiale

Unlocking the Employment Potential in the Middle East and North Africa: Toward a New Social Contract (2004), Banque mondiale

Better Governance for Development in the Middle East and North Africa: Enhancing Inclusiveness and Accountability (2003), Banque mondiale

Trade, Investment, and Development in the Middle East and North Africa: Engaging with the World (2003), Banque mondiale

Tous les ouvrages de la collection **Rapport sur le développement dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord** sont disponibles gratuitement à l'adresse suivante :
<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/2168>.

Table des matières

Avant-propos	vii
Remerciements	xi
À propos des éditeurs et des contributeurs	xiii
Abrégé	1
Introduction	1
Message 1 : La libéralisation des échanges stimule les flux commerciaux, et les bénéfices qui en découlent sont importants	5
Message 2 : Les avantages commerciaux n’ont pas amélioré les résultats en matière d’emploi	8
Message 3 : Les avantages commerciaux ne sont pas partagés équitablement	15
Message 4 : La segmentation du marché en fonction du sexe empêche d’obtenir de meilleurs résultats sur le marché du travail	18
Notes	20
Références bibliographiques	22
Encadrés	
O.1 Approche méthodologique	3
O.2 Maroc : Les chocs commerciaux positifs nuisent à la fois à l’économie informelle et à la participation des femmes au marché du travail	12
O.3 Égypte : Le lien entre les échanges commerciaux et les résultats en matière d’emploi est-il rompu ?	14
O.4 Tunisie : Chocs commerciaux et marchés du travail « segmentés » par sexe	20

Figures

O.1	Évolution de la libéralisation des tarifs douaniers et des flux commerciaux dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, 2000-2019	2
EO.1.1	Approche d'examen du lien entre la politique commerciale et les résultats du marché du travail	3
O.2	Accords commerciaux régionaux cumulés en Égypte, au Maroc et en Tunisie, 1970-2020	5
O.3	Tarifs douaniers sur tous les produits en Égypte, au Maroc et en Tunisie, 2000-2019	6
O.4	Effets de traitement des accords commerciaux au Maroc, en Tunisie et en Égypte	7
O.5	Taux de chômage moyen par rapport au commerce dans la région MENA (à l'échelle régionale et dans certains pays) et dans d'autres pays comparables, 2015-2019	9
O.6	Ratios emploi-population dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, par région, 2000-2019	10
O.7	Taux de chômage par sexe et par région, 2019	16
O.8	Participation des femmes et des hommes au marché du travail en Égypte, au Maroc et en Tunisie par rapport à certains pays d'autres régions, 2019	17

Tableau

O.1	Estimation des effets à court et à long termes d'une exposition accrue aux exportations au Maroc, en République arabe d'Égypte et en Tunisie	11
-----	--	----

Avant-propos

Dans la théorie économique classique, il est généralement admis que la libéralisation du commerce contribue grandement à la croissance économique et à la prospérité d'un pays. Il est rare de trouver des exceptions à ce principe. Mais en ce qui concerne certains pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), nous sommes confrontés à une énigme : malgré une ouverture significative et une forte croissance des échanges commerciaux dans une grande partie de la région, les résultats sur le marché du travail – salaires moyens, envergure de l'économie informelle, chômage et participation des femmes à la main-d'œuvre, entre autres – restent moins favorables que dans la plupart des autres pays. Pourquoi l'accroissement des échanges commerciaux n'a-t-il pas permis d'améliorer la situation du marché du travail dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la région ?

Entre 2000 et 2009, de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire ont connu une vague de prospérité liée au commerce, l'augmentation des exportations de matières premières et de produits manufacturés coïncidant avec une baisse de la pauvreté et des inégalités. Dans la région MENA, les mesures de libéralisation du commerce se sont accélérées alors que les pays intégraient les chaînes de valeur mondiales pour stimuler la croissance économique. En conséquence, le total des échanges dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la région a fortement augmenté en même temps que le produit intérieur brut (PIB).

C'est ce type d'amélioration de la situation économique induite par le commerce que nous prédirions. Mais nous nous attendrions également à ce que cette croissance du commerce et du PIB concoure à l'amélioration des résultats sur le marché du travail dans toute la région. Alors, pourquoi les pays MENA à revenu faible ou intermédiaire ne parviennent-ils pas à tirer profit du commerce pour créer plus d'emplois, par exemple ? Il s'agit-là d'un enjeu politique et économique important, car la création d'emplois ne suit pas le rythme d'accroissement de la population en âge de travailler dans la région, ce qui donne lieu à un chômage

particulièrement élevé et dangereux chez les jeunes, l'administration publique ne pouvant absorber qu'un nombre limité de diplômés.

Intitulé *Exportations : facteurs d'amélioration du marché du travail dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord*, cet ouvrage tente de comprendre pourquoi les résultats du marché du travail sont à la traîne dans la région en explorant deux pistes théoriques : les accords commerciaux ne favorisent-ils pas le même niveau d'accroissement des échanges dans ces pays que dans ceux d'autres régions ? Et pourquoi l'augmentation des exportations ne parvient-elle pas à générer les mêmes résultats sur le marché du travail de ces pays qu'ailleurs ?

Certes, toutes les économies de la région ne sont pas identiques. Plus particulièrement, certaines sont très tributaires des exportations de pétrole, tandis que d'autres sont principalement axées sur les exportations de produits manufacturés, en particulier les vêtements. Nous avons examiné plus attentivement trois pays qui ne dépendent pas fortement du pétrole — le Maroc, la République arabe d'Égypte et la Tunisie — et nous avons mis au point des approches pour comprendre l'incidence de la politique commerciale sur les importations et les exportations et, par conséquent, sur les marchés du travail locaux. C'est ainsi que nous avons eu recours à la modélisation économique pour évaluer dans quelle mesure les accords commerciaux influencent les flux commerciaux et les résultats sur le marché du travail dans nos trois pays de référence, comparer les résultats obtenus avec ceux d'autres régions et explorer les décisions au niveau des entreprises afin de déterminer si les différences entre celles-ci se ressentent sur la relation entre les exportations et l'emploi.

Nous constatons que la libéralisation a donné un coup d'accélérateur aux échanges commerciaux et renforcé considérablement la croissance dans la région MENA, mais les avantages du commerce n'ont pas été partagés équitablement à tous les niveaux et entre les différentes couches de la population. D'une manière générale, ces résultats sont attribuables aux défis uniques du marché du travail de la région, à savoir une segmentation considérable en fonction du sexe, une part importante du secteur informel, un déséquilibre entre la croissance démographique et la création d'emplois, et le rôle dominant de l'État dans l'économie. L'Égypte se distingue particulièrement par l'absence apparente de lien entre les flux commerciaux et des marchés du travail plus performants, alors que les politiques publiques et l'augmentation des exportations favorisent des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre masculine dans toute la région. De toute évidence, les résultats obtenus imposent de soutenir la participation des femmes au marché du travail et une plus grande contribution du secteur privé à la création d'emplois.

Cet ouvrage propose de nouveaux outils et modèles d'évaluation pour comprendre les effets distributifs du commerce dans la région MENA, et

particulièrement sur le marché du travail. Nous formons le vœu que les décideurs et les autres parties prenantes s'inspirent de ses résultats pour concevoir des politiques à l'effet d'accroître les chances que des flux commerciaux plus importants contribuent à la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité au profit d'une plus grande partie de la population régionale.

Nadir A. Mohammed

*Directeur régional, pôle Croissance équitable, finance et institutions
Région Moyen-Orient et Afrique du Nord
Banque mondiale*

Remerciements

Le présent rapport a été préparé par une équipe dirigée par Gladys Lopez-Acevedo (économiste principale, pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité, Banque mondiale) et Raymond Robertson (directeur du Mosbacher Institute for Trade, Economics, and Public Policy ; professeur et titulaire de la chaire Helen et Roy Ryu en sciences économiques et administration publique, Université A&M du Texas), et comprenant les consultants suivants du pôle Pauvreté et équité : Mexico A. Vergara Bahena, Claudia Berg, Carlos Bezerra de Góes, Eddys Gonzalez, Jaime Roche Rodríguez et Daniela Ruiz Zárata. L'équipe remercie Laura Wallace pour sa contribution experte à la mise au point du rapport, et Aletz de Sonidas pour la mise en forme et les corrections supplémentaires.

Ce travail a grandement bénéficié des commentaires et encouragements de Johannes G. Hoogeveen (chef de service au pôle Pauvreté et équité). L'analyse a été améliorée dans le cadre de consultations avec de nombreux collègues, en particulier Ragui Assaad, Kevin Carey, Nelly Elmallakh, Asif Islam, Daniel Lederman, Bob Rijkers et Josh Wimpey. L'équipe tient à exprimer sa gratitude à Lantoniaina Ramanankasina (assistante de programme, EFI-MNA-POV) pour son assistance pendant la préparation du rapport. L'équipe se félicite en outre du financement reçu du Bureau de l'économiste en chef pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et du Fonds à compartiments de la Banque mondiale pour la promotion du commerce.

À propos des éditeurs et des contributeurs

Les éditeurs

Gladys Lopez-Acevedo est économiste principale et experte mondiale principale au pôle Pauvreté et équité de la Banque mondiale. Sa carrière professionnelle s'étend sur cinq régions de la Banque mondiale où elle a notamment occupé les postes d'économiste en chef par intérim — pour la région Asie du Sud — et d'économiste principale et senior. Actuellement affectée à la région Moyen-Orient et Afrique du Nord de la Banque, elle dirige des travaux d'analyse et des opérations sur les effets distributifs de la pandémie du coronavirus 2019 (COVID-19), les conflits, le secteur informel, le commerce, les marchés numériques, l'incidence budgétaire, la croissance verte, les marchés du travail, la protection sociale, les données et la capacité statistique, la pauvreté et l'équité, ainsi que le genre. Elle est titulaire de bourses de perfectionnement dans plusieurs organismes de recherche, dont l'Institute of Labor Economics (IZA), le Système national de recherche mexicain (SNI), l'Economic Research Forum, le Global Value Chain Institute de l'Université Duke et la 3ie Impact Evaluation Initiative. Avant d'intégrer la Banque mondiale, elle a exercé des fonctions de haut niveau au ministère des Finances et au ministère du Commerce du Mexique et a enseigné comme professeure à l'Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM). Auteure de nombreuses publications sur l'économie politique dans des revues pour spécialistes, elle est titulaire d'une licence de l'ITAM en sciences économiques et d'un doctorat de l'Université de Virginie dans la même discipline.

Raymond Robertson est professeur et titulaire de la chaire Helen et Roy Ryu en sciences économiques et administration publique au Département des affaires internationales de la Bush School of Government and Public Service de l'Université A&M du Texas où il occupe également le poste de directeur de Mosbacher Institute for Trade, Economics, and Public Policy. En 2018, A&M l'a nommé Presidential

Impact Fellow. Il est en outre enseignant-chercheur à l'Institute of Labor Economics (IZA) de Bonn (Allemagne) et agrégé supérieur de recherche au Mission Foods Texas-Mexico Center de la Southern Methodist University. Il a enseigné à la Maxwell School of Citizenship and Public Affairs de l'Université de Syracuse et a été professeur invité au Département d'économie de la Graduate School of Administration du campus de Mexico de l'Institut de technologie de Monterrey. Auteur d'un grand nombre de publications dans les domaines de l'économie du travail et de l'économie internationale, Robertson a présidé le Comité consultatif national du Département du travail des États-Unis pour les dispositions relatives au travail dans les accords de libre-échange des États-Unis et a siégé au Comité consultatif du Département d'État sur la politique économique internationale ainsi qu'au conseil consultatif du Center for Global Development. Il est titulaire d'une licence en sciences politiques et en économie de l'Université Trinity de San Antonio ainsi que d'un master et d'un doctorat en économie de l'Université du Texas à Austin.

Les contributeurs

Mexico A. Vergara Bahena est consultant au pôle Pauvreté et équité de la Banque mondiale. Il travaille sur la participation des femmes au marché du travail et les effets distributifs du commerce dans les régions Asie du Sud et Moyen-Orient et Afrique du Nord. Avant cela, il était économiste à la division de l'économie internationale de la Banque centrale mexicaine. Il est titulaire d'un master en économie appliquée de l'Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM) et d'un master en politiques publiques de l'Université de Chicago.

Claudia Berg est consultante à long terme au sein de l'unité Durabilité et infrastructures du Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale. Elle a auparavant travaillé au pôle Pauvreté et équité et au pôle Développement durable de la Banque, entre autres. Ses recherches portent principalement sur l'évaluation de l'impact économique et social des réformes et des investissements dans des domaines tels que la microfinance, l'infrastructure routière, la lutte contre la pauvreté, le commerce et, actuellement, le changement climatique. En dehors de la Banque mondiale, elle a fait valoir ses compétences au Fonds monétaire international et à la Banque interaméricaine de développement. Avant d'entrer à la Banque, elle a enseigné la microéconomie à l'Université George Washington où elle a obtenu un doctorat en économie.

Carlos Góes est consultant au pôle Pauvreté et équité de la Banque mondiale. Spécialiste de l'économie spatiale dont le programme de recherche se situe à l'intersection de la macroéconomie et du commerce international, il a travaillé comme conseiller économique senior à la présidence du Brésil et comme chercheur au Fonds monétaire international, à l'Organisation mondiale du commerce et pour certains groupes de réflexion américains. Il prépare actuellement une thèse de doctorat à l'Université de Californie à San Diego et est titulaire d'un master en économie internationale de la School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins.

Eddy Gonzalez est consultant au pôle Pauvreté et équité de la Banque mondiale. Transfuge du secteur privé qui est passé par d'autres organismes de développement, dont la Banque interaméricaine de développement, son expérience porte sur des sujets tels que l'analyse financière et économique dans un large éventail de secteurs économiques, le conseil en investissement et l'évaluation de portefeuilles. Dans le cadre du programme Fulbright US Student, il prépare un master en relations internationales à l'Université A&M du Texas, avec une spécialisation en développement international et politique économique. Ses domaines de recherche comprennent la politique commerciale, l'éradication de la pauvreté, les tendances macroéconomiques et le développement durable. Il a également fait des études supérieures en économie à l'Université centraméricaine de Managua (Nicaragua), qui étaient axées sur l'analyse microéconomique pour les entreprises, l'investissement dans des projets et l'évaluation de projets.

Jaime Alfonso Roche Rodríguez est consultant au pôle Pauvreté et équité de la Banque mondiale. Ses recherches portent sur les effets distributifs du commerce sur les résultats du marché du travail, ainsi que sur la pauvreté et les inégalités dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Titulaire d'une licence en économie de Tecnológico de Monterrey et d'un master en finance internationale de Rennes School of Business, il est également économiste international à la Banque centrale du Mexique, où il mène des recherches sur le marché du travail et des analyses macroéconomiques pour soutenir les travaux des comités de politique monétaire.

Daniela Ruiz Zárate a été consultante au pôle Pauvreté et équité de la Banque mondiale. Ses domaines de recherche sont la croissance et le développement économiques, la transformation structurelle, l'économie du travail et la mondialisation. Elle a également participé à des projets avec d'autres organisations internationales, telles que l'Organisation

internationale du travail (OIT) et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) des Nations Unies. Elle travaille actuellement comme économiste internationale au Département des études de la Banque centrale du Mexique. Elle est titulaire d'un master en analyse économique spécialisée axée sur le commerce international, la finance et le développement de l'Université Pompeu Fabra en Espagne et d'un master en économie du travail pour le développement de l'Université de Turin et de Sciences Po.

Abrégé

Introduction

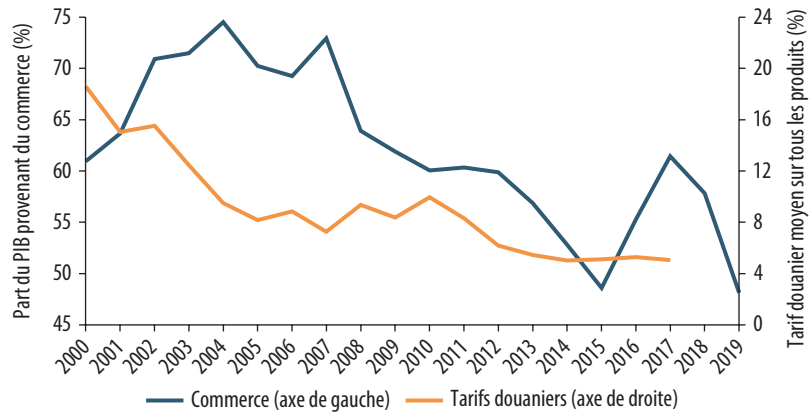
Entre 2000 et 2009, de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire ont connu une vague de prospérité liée au commerce. L'augmentation des exportations de matières premières et de produits manufacturés a coïncidé avec une baisse de la pauvreté et des inégalités. Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), les mesures de libéralisation du commerce se sont accélérées, les pays essayant de surfer sur la vague de la mondialisation et d'intégrer les chaînes de valeur mondiales afin de stimuler la croissance économique. En conséquence, le total des échanges dans la région (à l'exclusion des pays à revenu élevé) a fortement augmenté, passant de 61 % du produit intérieur brut (PIB) en 2000 à 73 % en 2008¹.

Toutefois, malgré la poursuite de la libéralisation et la baisse des tarifs douaniers, la tendance à l'expansion du commerce s'est inversée à partir de 2008, dans le sillage de la crise financière mondiale. Et, en dépit d'une reprise partielle de 2015 à 2017, les performances restent depuis lors en deçà des niveaux de 2009 (figure O.1).

Au début des années 2000, les accords commerciaux et d'autres réformes ont coïncidé avec une croissance économique stable, le PIB par habitant des pays à revenu faible ou intermédiaire de la région augmentant à un taux annuel moyen de 2,5 % entre 2000 et 2004, qui est passé à 2,7 % entre 2005 et 2009. Ces résultats dépassent ceux d'autres régions comparables comme les régions Amérique latine et Caraïbes et Afrique subsaharienne. Toutefois, les résultats du marché du travail dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la région MENA — tels que les salaires moyens, l'envergure de l'économie informelle et la participation des femmes à la main-d'œuvre — sont restés moins favorables que dans la plupart des autres pays, et cette situation perdure.

FIGURE O.1

Évolution de la libéralisation des tarifs douaniers et des flux commerciaux dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, 2000-2019



Source : Banque mondiale, à partir de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

Note : Le « commerce » est la somme des exportations et des importations exprimée en pourcentage du PIB. Les tarifs douaniers moyens sont une moyenne simple appliquée à tous les produits. Les données disponibles sur les tarifs douaniers s'achèvent en 2017. Toutes les données excluent les pays à revenu élevé.

Pourquoi l'accroissement des échanges commerciaux n'a-t-il pas permis d'améliorer la situation du marché du travail dans les pays MENA à revenu faible ou intermédiaire ? Le présent rapport tente de résoudre cette énigme en examinant deux possibilités. Premièrement, les accords commerciaux pourraient ne pas favoriser le même niveau d'accroissement des échanges dans ces pays que dans ceux d'autres régions. Deuxièmement, les exportations pourraient ne pas produire les mêmes résultats sur le marché du travail de ces pays que ceux observés ailleurs.

Le large éventail d'expériences qui caractérisent les pays à revenu faible ou intermédiaire de la région MENA semble indiquer que ces pays doivent être étudiés individuellement afin de déterminer le lien spécifique qui existe entre le commerce et le marché du travail. Par exemple, alors que certains pays (comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iraq et le Qatar) exportent du pétrole, d'autres (comme la Jordanie, le Maroc, la République arabe d'Égypte et la Tunisie) ont intensifié les exportations de produits manufacturés, en particulier de vêtements. Pour examiner les effets du commerce sur le marché du travail au Maroc, en République arabe d'Égypte et en Tunisie, le rapport

met en œuvre trois approches (décrites plus en détail dans l’encadré O.1) qui consistent à :

- évaluer l’impact de la politique commerciale sur l’exposition au commerce international (c’est-à-dire le niveau des exportations par travailleur dans la région);
- évaluer le lien entre l’exposition au commerce international et les résultats sur le marché du travail local; et
- évaluer le rapport entre les exportations et les résultats sur le marché du travail au niveau des entreprises.

ENCADRÉ O.1

Approche méthodologique

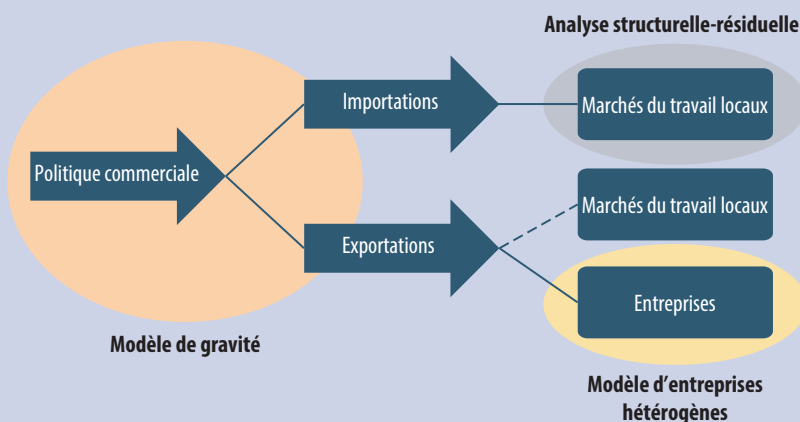
Pour retracer la relation entre la politique commerciale et les résultats du marché du travail, le rapport suit une approche à trois volets (figure EO.1.1) :

1. Comme le montre la partie gauche du schéma, nous utilisons le modèle de gravité pour évaluer la relation qui existe entre la politique commerciale (sous la forme d’accords commerciaux) et les échanges commerciaux dans les pays étudiés par rapport aux moyennes mondiales^a.

2. Comme le montre la partie supérieure droite du schéma, nous évaluons la relation qui existe entre les flux commerciaux et les résultats du marché du travail au niveau infranational ou régional. Nous utilisons une analyse «structurelle-résiduelle» (suivant Bartik, 1991) pour déterminer les effets distributifs du commerce et repérer les districts gagnants ou perdants par suite de l’augmentation des flux d’exportation.

FIGURE EO.1.1

Approche d’examen du lien entre la politique commerciale et les résultats du marché du travail



(L’encadré se poursuit sur la page suivante.)

ENCADRÉ O.1 (suite)

3. Comme le montre la partie inférieure droite du schéma, nous nous focalisons sur les données au niveau des entreprises (en utilisant un « modèle d'entreprises hétérogènes ») pour déterminer si les différences entre les entreprises influencent la relation entre les exportations et les résultats sur le marché du travail, comme le prévoit la théorie économique. En nous penchant sur le niveau microéconomique, nous pouvons observer des relations positives qui ne sont pas perceptibles au niveau macroéconomique.

L'une des principales idées qui sous-tendent notre approche est que les marchés du travail sont localisés, de sorte que les effets du commerce sont proportionnels à l'emploi dans les secteurs liés au commerce dans différentes villes ou régions. Les importations comme les exportations peuvent avoir une grande incidence sur le marché du travail, donc nous appliquons l'approche de l'analyse structurelle-résiduelle aux deux.

a. Le modèle de gravité est l'outil empirique le plus couramment utilisé par les économistes pour évaluer la contribution de divers facteurs — tels que les accords commerciaux — aux échanges commerciaux bilatéraux. Notre application du modèle de gravité est basée sur Baier, Bergstrand et Clance (2018).

Pour mettre en évidence les différences au sein de la région, le rapport se concentre sur trois pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure — l'Égypte, le Maroc et la Tunisie — qui, compte tenu des caractéristiques particulières de leurs marchés du travail, de la diversification de leurs exportations et de l'évolution de leur politique commerciale, offrent des enseignements importants pour le développement économique des pays MENA à revenu faible ou intermédiaire².

Ce rapport s'articule autour de quatre messages clés :

- *Message 1* : La libéralisation des échanges stimule les flux commerciaux, qui sont associés à une augmentation significative de la croissance économique.
- *Message 2* : Les avantages commerciaux n'ont pas les effets escomptés sur le marché du travail.
- *Message 3* : Les avantages commerciaux ne sont pas non plus répartis de manière égale entre les régions et les groupes de population.
- *Message 4* : L'un des obstacles à de meilleurs résultats sur le marché du travail peut être la segmentation fortement exogène (impulsée de l'extérieur) du marché en fonction du sexe, qui détermine la manière dont sont ressentis des chocs commerciaux tels que l'augmentation des exportations.

Le rapport fournit de nouvelles évaluations et informations sur le commerce et le marché du travail dans divers pays de la région MENA.

Décideurs et autres parties prenantes peuvent utiliser ces informations pour concevoir des politiques qui augmentent les chances que des flux commerciaux plus importants ne produisent pas seulement de meilleurs résultats sur le marché du travail, mais garantissent également que leurs avantages soient partagés plus équitablement.

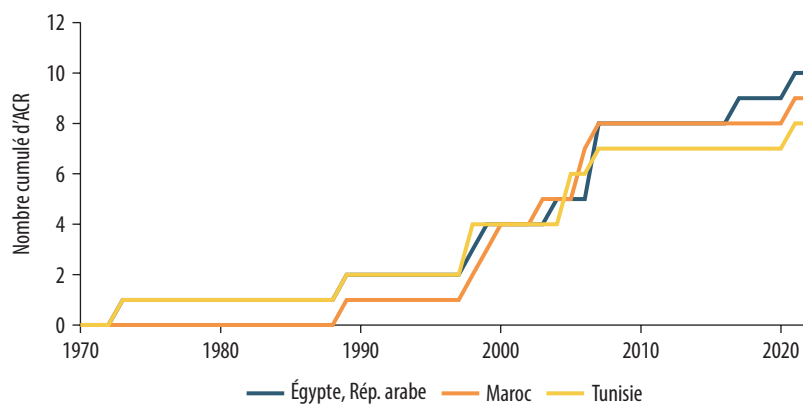
Message 1 : La libéralisation des échanges stimule les flux commerciaux, et les bénéfices qui en découlent sont importants

Entre 1990 et 2019, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie ont signé 19 accords commerciaux régionaux (figure O.2) et réduit leurs tarifs douaniers (figure O.3). Au cours de la même période, la part du commerce dans le PIB global des pays MENA à revenu faible ou intermédiaire est passée de 49 % à 59 %³, et le PIB global par habitant (en dollars constants de 2015) a augmenté de 54 %⁴.

- *En Égypte*, dix accords commerciaux régionaux sont en vigueur, dont six ont été signés depuis 2004. Entre 2000 et 2020, la valeur des exportations a augmenté de 196 % en termes réels en partant d'assez bas, tandis que les importations ont grimpé de 231 % et que le PIB par habitant a augmenté de 52 % (en dollars constants de 2015).

FIGURE O.2

Accords commerciaux régionaux cumulés en Égypte, au Maroc et en Tunisie, 1970-2020

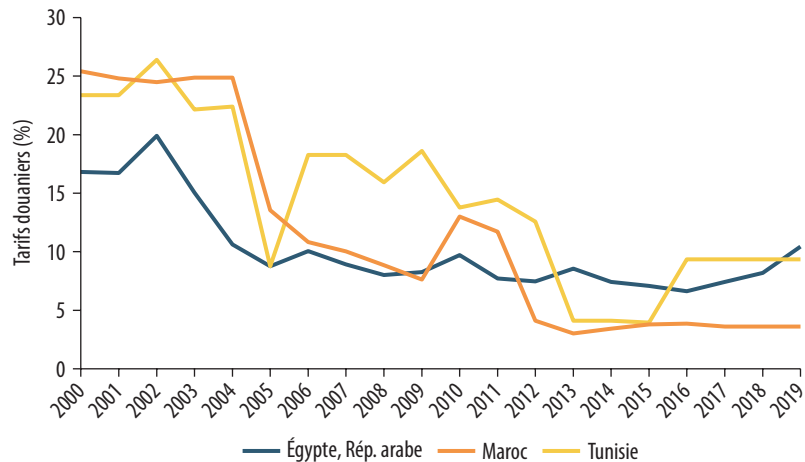


Source : Système d'information sur les accords commerciaux régionaux de l'Organisation mondiale du commerce (SI-ACR), <https://rtais.wto.org>.

Note : Les « ACR » désignent les accords commerciaux régionaux en vigueur actuellement.

FIGURE O.3

Tarifs douaniers sur tous les produits en Égypte, au Maroc et en Tunisie, 2000-2019



Source : Banque mondiale, à partir des informations tirées de la base de données Our World in Data (<https://ourworldindata.org/>) du Global Change Data Lab et de l'Université d'Oxford.

Notes : Les tarifs douaniers indiqués sont les tarifs moyens pondérés appliqués, c'est-à-dire la moyenne des taux effectivement appliqués, pondérée par les parts d'importation de produits correspondant à chaque pays partenaire.

- *Au Maroc*, neuf accords commerciaux régionaux sont en vigueur. Entre 2000 et 2018, les conditions de vie dans le pays se sont considérablement améliorées : le taux de pauvreté est passé de 15,3 % à 4,8 % et le revenu par habitant a presque doublé.
- *En Tunisie*, huit accords commerciaux régionaux sont en vigueur, dont la moitié a été signée depuis 2000. Entre 2000 et 2010, les exportations totales et le PIB par habitant (en dollars constants de 2015) ont augmenté respectivement de 79 % et de 37 %. Toutefois, après le Printemps arabe en 2010, cette tendance s'est stabilisée en raison de chocs nationaux et mondiaux, et les exportations totales, ainsi que le PIB par habitant, stagnent depuis lors.

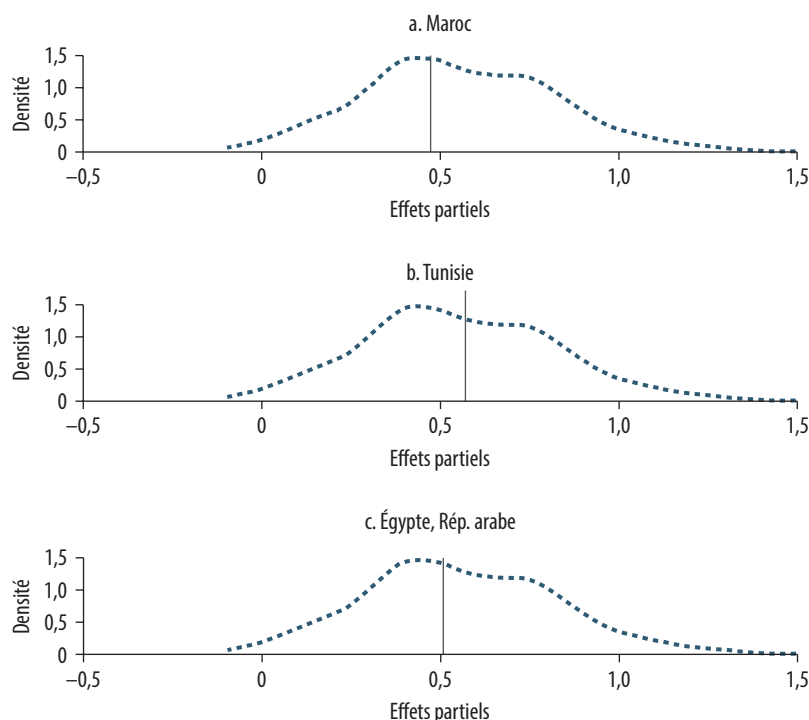
Notre étude commence par se demander si les accords commerciaux signés récemment par l'Égypte, le Maroc et la Tunisie ont dans l'ensemble été plus, moins ou tout aussi efficaces dans la promotion des échanges commerciaux bilatéraux que l'accord commercial moyen. Les résultats, obtenus à l'aide d'une analyse de gravité, montrent que pour les trois pays, les accords commerciaux régionaux ont permis de stimuler les échanges commerciaux. En fait, chaque accord commercial a eu un effet plus important sur les flux commerciaux que l'accord commercial moyen —

et les échanges ont augmenté davantage dans chaque pays que dans le pays moyen. Pour chaque couple de pays d'origine et de destination, les effets de traitement moyen sont positifs et se situent près du centre du spectre de distribution (0,53) — certains accords étant plus efficaces que d'autres (figure O.4) : 0,57 en Tunisie, 0,50 en Égypte et 0,48 au Maroc.

Il est donc plausible que la signature de nouveaux accords de libre-échange dans la région MENA augmente encore les flux commerciaux. En outre, dans les sondages d'opinion réalisés en 2012-2014 par le réseau de recherche Arab Barometer, plus de 70 % des personnes interrogées considèrent que le commerce international a un effet «très positif» (35 %) ou «plutôt positif» (36,7 %) sur l'économie⁵. Toutefois, ce sentiment n'est pas universel. Malgré les avantages nets de l'augmentation des échanges commerciaux, comme en témoigne la croissance rapide

FIGURE O.4

Effets de traitement des accords commerciaux au Maroc, en Tunisie et en Égypte



Source : Estimations de la Banque mondiale à partir de la base de données Comtrade des nations unies.

Note : Les moyennes pour l'Égypte, le Maroc et la Tunisie (représentées par des traits verticaux continus) sont juxtaposées à la distribution des effets de traitement pour chaque couple de pays d'origine et de destination, en 2010. Les valeurs supérieures à zéro pour un accord commercial donné impliquent que cet accord a stimulé le commerce entre ces couples de pays, par rapport à l'hypothèse d'une absence d'accord. Les traits interrompus indiquent la distribution des effets estimés.

de l'Asie de l'Est, un pessimisme mondial s'est installé, les inégalités croissantes entre les travailleurs et le retard de croissance économique de certaines régions étant fréquemment imputées à la mondialisation (Artuc, Taglioni et Zarate, 2022).

Recommandation : La poursuite du développement des échanges est souhaitée dans les trois pays étudiés, car il est évident que la signature d'accords commerciaux et la réduction simultanée des tarifs douaniers par les pays de la région ont contribué à stimuler les exportations et la croissance économique.

Message 2 : Les avantages commerciaux n'ont pas amélioré les résultats en matière d'emploi

Dans la région MENA, comme ailleurs, l'augmentation des échanges s'est accompagnée d'une baisse du chômage, signe d'accélération de la création d'emplois. Pourtant, le taux de chômage de la région reste élevé par rapport aux pays de niveau comparable dans d'autres régions (figure O.5). Entre 2010 et 2019, le taux de chômage annuel moyen était de 12 % dans les pays MENA à revenu faible ou intermédiaire. En outre, certains groupes ont été plus durement touchés que d'autres. Alors que le taux de chômage des hommes s'est maintenu à environ 9 %, celui des femmes est passé de 18 % à 20 %, et celui des jeunes (15-24 ans), qui ont continué à souffrir de la pénurie d'emplois (comme les femmes), est passé de 25 % à 27 %⁶.

Facteurs déterminants de l'augmentation du chômage

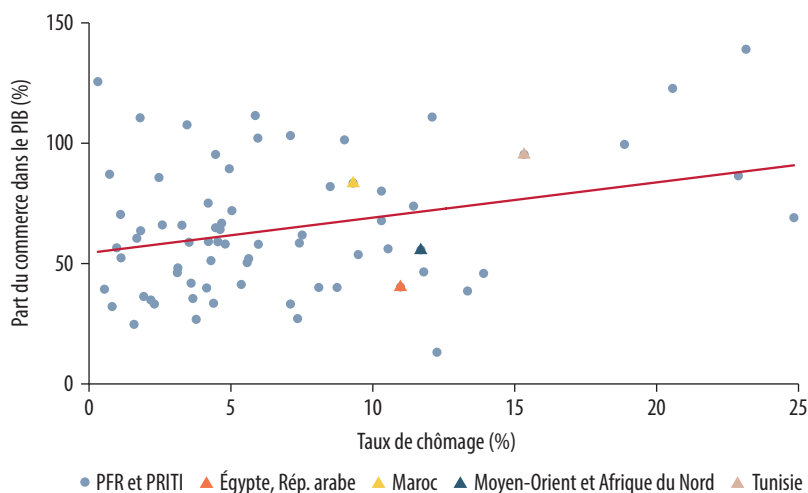
Pourquoi la région MENA n'est-elle pas aussi efficace dans la lutte contre le chômage ? La réponse réside en partie dans les trois facteurs clés qui caractérisent le marché du travail régional :

- l'offre de main-d'œuvre qui augmente plus vite que la demande ;
- le rôle prépondérant de l'État dans l'économie ;
- les préjugés sexistes.

La création d'emplois ne suit pas le rythme d'accroissement de la population en âge de travailler dans la région. Bien que la population des pays MENA à revenu faible ou intermédiaire ait presque doublé — passant de 279 millions en 2000 à 389 millions en 2019⁷ —, l'offre de main-d'œuvre y augmente plus rapidement que la demande. En conséquence, le ratio emploi-population a diminué, passant de 40 % en 2000 à

FIGURE O.5

Taux de chômage moyen par rapport au commerce dans la région MENA (à l'échelle régionale et dans certains pays) et dans d'autres pays comparables, 2015-2019



Source : Banque mondiale, à partir de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde 2015-2019.

Note : Les valeurs correspondent aux moyennes quinquennales des données de 2015 à 2019. La ligne rouge représente la tendance ajustée des données. Les pays à revenu élevé de la région MENA sont exclus. « PFR » désigne les pays à faible revenu et « PRITI » désigne les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure dans d'autres régions. Les groupes de revenu des pays sont établis selon les classifications de la Banque mondiale.

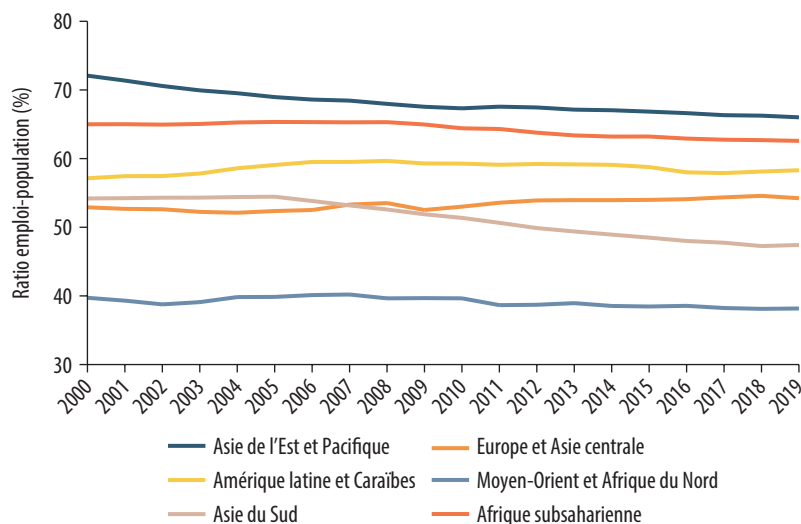
38 % en 2019 (figure O.6). Bien que d'autres régions de niveau de revenu comparable aient connu une baisse plus importante, leurs ratios actuels restent plus élevés que ceux de la région MENA.

L'omniprésence de l'État dans l'économie contribue au taux élevé de chômage des jeunes. Le modèle dirigé par l'État reste la norme, avec de nombreuses entreprises publiques. Mais les administrations publiques ne parviennent plus à absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Trouver des emplois pour la population croissante de jeunes est donc un défi majeur. La région MENA est la plus touchée par le chômage des jeunes (27 %). En 2019, le taux de chômage des jeunes était de 35 % en Tunisie, 23 % au Maroc et 21 % en Égypte⁸.

Les normes et les préférences sociales entretiennent des préjugés sur les tâches que les femmes doivent ou ne doivent pas accomplir. La participation des femmes au marché du travail dans la région MENA (7 %) — la plus faible du monde — est limitée par des lois sexospécifiques qui cantonnent les femmes à certains secteurs.

FIGURE O.6

Ratios emploi-population dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, par région, 2000-2019



Source : Banque mondiale, à partir de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde, 2000-2019.

Note : Les valeurs correspondent au ratio agrégé emploi-population dans chaque région. Pour toutes les régions, les pays à revenu élevé sont exclus.

Un examen plus attentif de l'incidence des exportations sur l'emploi, par pays

Si ces trois caractéristiques sont largement présentes dans l'ensemble de la région, elles affectent individuellement les pays à des degrés divers. Pour évaluer l'incidence de l'augmentation des exportations dans nos pays de référence sur les résultats du marché du travail (comme la participation des femmes à la main-d'œuvre, l'emploi, le secteur informel et les salaires), nous utilisons l'approche géographique de Bartik (1991).

Nos résultats sont les suivants (tableau O.1) :

- Le secteur informel a reculé dans les régions marocaines les plus exposées aux exportations par rapport à celles qui le sont moins. Aucun lien n'a été établi en Égypte.
- La participation des femmes au marché du travail a diminué dans les régions marocaines les plus exposées.
- L'emploi féminin a reculé dans les régions tunisiennes les plus exposées. Aucun lien n'a été établi en Égypte.
- Les salaires en Égypte ont décliné à court terme, mais il n'y avait pas de lien à long terme.

TABLEAU O.1

Estimation des effets à court et à long termes d'une exposition accrue aux exportations au Maroc, en République arabe d'Égypte et en Tunisie

Pays, augmentation de l'exposition aux exportations et indicateurs du marché du travail		Effet à court terme	Effet à long terme
<i>A. Maroc : Augmentation de 100 dollars par travailleur</i>		2000-2004	2000-2008
Économie informelle	Coefficient	-0,011***	-0,005**
	Statistique T	(-3,93)	(-2,13)
Participation des femmes au marché du travail	Coefficient	-0,005*	-0,003**
	Statistique T	(-1,81)	(-2,55)
	N	60	60
<i>B. Tunisie : Augmentation de 1 milliard de dollars</i>		-	2006-2016
Emploi des femmes par rapport aux hommes	Coefficient	-	-0,068**
	Statistique T	-	(-2,19)
Évolution de l'emploi féminin	Coefficient	-	-7 904***
	Statistique T	-	(-2,59)
Évolution de l'emploi masculin	Coefficient	-	2 418
	Statistique T	-	(0,77)
	N	-	120
<i>C. Égypte, Rép. arabe : Augmentation de 100 dollars par travailleur</i>		2009-2012	2009-2017
Salaires	Coefficient	-207,85**	-0,300
	Statistique T	(-2,55)	(-0,00)
	N	250	246
Économie informelle	Coefficient	-0,00026	-0,01514
	Statistique T	(-0,09)	(-1,09)
	N	250	246
Participation des femmes au marché du travail	Coefficient	-0,00117	0,00107
	Statistique T	(-0,74)	(0,39)
	N	250	246

Source : Banque mondiale, à partir d'informations issues de la base de données Comtrade des Nations Unies et des enquêtes nationales sur la population active pour les pays et les années indiqués dans le tableau.

Note : Les indicateurs du marché du travail sont choisis en fonction de la disponibilité des données. Les analyses du Maroc et de l'Égypte ont normalisé l'exposition aux exportations en fonction de la taille du marché du travail. L'analyse de la Tunisie examine l'exposition absolue aux exportations en dollars pour se focaliser sur l'écart entre les sexes, qui aurait été plus difficile à interpréter s'il avait été rapporté à la population active. Les statistiques T robustes sont entre parenthèses. — = non disponible. Les étoiles indiquent le degré de confiance dans l'exactitude du résultat : plus il y a d'étoiles, plus la confiance est grande.

*p < 0,10 **p < 0,05 ***p < 0,01

Maroc

Le Maroc enregistre des progrès rapides en matière d'emploi et de formalisation de l'économie, mais des résultats mitigés sur la participation des femmes et des jeunes à la main-d'œuvre. La croissance économique tirée par le secteur des exportations, tout en améliorant le niveau de vie en général, ne s'est pas traduite par un nombre suffisant d'emplois pour compenser l'augmentation de la population — comme dans le reste de la

région MENA. Le chômage a néanmoins diminué de manière significative, passant de 13,4 % en 2000 à 9,7 %, mais cette baisse a surtout profité à la population masculine.

Cela s'est produit lorsque le pays est passé progressivement d'une industrie légère à forte intensité de main-d'œuvre et favorable aux femmes (habillement et textile par exemple) à des filières à forte intensité de capital, qui favorisent l'économie formelle et les entreprises à forte intensité de main-d'œuvre masculine, mais tendent à exclure les femmes. Le Maroc présente une situation inattendue dans laquelle l'amélioration des échanges a réduit la participation des femmes au marché du travail tout en contribuant à la formalisation de l'économie (encadré O.2).

ENCADRÉ O.2

Maroc : Les chocs commerciaux positifs nuisent à la fois à l'économie informelle et à la participation des femmes au marché du travail

Quelle est l'incidence des chocs commerciaux sur les résultats du marché du travail, tels que le taux de participation des femmes à la main-d'œuvre et l'envergure de l'économie informelle? Pour le Maroc, nous évaluons l'effet de l'augmentation des exportations sur ces facteurs en utilisant l'approche géographique de Bartik (1991). Plus précisément, nous cherchons à savoir dans quelle mesure l'augmentation des exportations par travailleur (un indice d'exposition au commerce international) détermine l'importance du secteur informel et le taux de participation des femmes au marché du travail au niveau des provinces. Cette approche de l'analyse structurelle-résiduelle examine les chocs au niveau sectoriel et les effets sur les marchés du travail qui y sont exposés pour isoler un choc d'exposition aux exportations spécifique aux régions. Nos résultats permettent de dégager les deux principales conclusions décrites ci-après.

L'augmentation des exportations par travailleur réduit la part de l'économie

informelle dans les régions les plus exposées au commerce. La bonne nouvelle est que l'augmentation des exportations a diminué les taux de travail informel de 2000 à 2004, une corrélation qui s'affaiblit pendant la période allant de 2000 à 2008. Par exemple, une augmentation de 100 dollars des exportations par travailleur a réduit le travail informel de 0,9 point de pourcentage au cours de la première période et de 0,6 point de pourcentage au cours de la deuxième période, plus longue, dans les provinces où l'exposition aux échanges internationaux est plus importante. Ces résultats ont une valeur statistique importante et s'appliquent à tous les types de travailleurs.

L'augmentation des exportations par travailleur fait baisser le taux de participation des femmes au marché du travail dans les régions les plus exposées au commerce international. Une augmentation des exportations de 100 dollars par travailleur a réduit la participation des femmes au marché du

(L'encadré se poursuit sur la page suivante.)

ENCADRÉ O.2 (suite)

travail de 0,32 point de pourcentage entre 2000 et 2004, et de 0,27 point de pourcentage entre 2000 et 2008 dans les provinces les plus exposées au commerce international. Bien que ces résultats soient inattendus compte tenu de la croyance habituelle selon laquelle le commerce favorise la participation des femmes au marché du travail, ils sont conformes aux courants d'échanges internationaux et aux modèles de marché du travail qui favorisent une moindre participation des femmes en raison de la spécialisation des secteurs à forte intensité de capital et de main-d'œuvre masculine au Maroc.

Que se passe-t-il au niveau des entreprises? Notre microanalyse confirme que l'augmentation de l'emploi est associée à la croissance des ventes à l'exportation.

Elle révèle également que l'effet positif des exportations sur l'emploi a été principalement observé dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre masculine.

Ainsi, l'augmentation des échanges induite par la libéralisation au cours des dernières décennies a eu des effets à la fois positifs et négatifs sur les résultats du marché du travail local. Bien que l'accroissement des exportations par travailleur stimule l'économie formelle, il n'entraîne pas une amélioration de la participation des femmes au marché du travail en raison d'une combinaison de facteurs internes et externes. Ces résultats, bien qu'ils soient en contradiction avec la théorie commerciale, illustrent les principales tendances du commerce et du marché du travail au Maroc.

Tunisie

La Tunisie illustre comment l'augmentation des exportations peut se révéler être le contraire d'une approche non sexiste. L'intensification des exportations ayant pour effet d'accroître l'emploi dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre masculine, les provinces les plus engagées dans le commerce avec l'extérieur ont connu une croissance de l'emploi féminin relativement plus faible. Cette évolution entraîne simultanément une diminution de l'emploi féminin et une augmentation de l'emploi masculin.

Égypte

L'Égypte se distingue par l'absence apparente de lien entre les échanges commerciaux et les résultats du marché du travail. Le lien entre la politique commerciale et les exportations est solide, puisque les accords commerciaux ont considérablement stimulé les exportations, mais la hausse de ces dernières n'a entraîné que des changements négligeables dans les niveaux d'emploi aux plans national et infranational. En outre, la forte croissance des *importations* du pays (qui sont à 75 % composées de biens intermédiaires pour la production) a eu un impact négligeable ou de courte durée sur les variables du travail (telles que les salaires, l'économie informelle et la participation des femmes au marché du travail).

Ces résultats laissent penser que le lien entre les exportations et le marché du travail est peut-être rompu — ou que le problème réside dans le fait que les entreprises exportatrices ne représentent encore qu'une infime partie du marché du travail (encadré O.3).

Recommandation : Il existe de solides indications selon lesquelles une plus grande expansion du commerce contribuera à la création d'emplois, certes à petite échelle (dans le cas de l'Égypte). En outre, si elle est associée à des politiques visant à promouvoir les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, beaucoup plus d'emplois devraient être créés, ce qui aiderait les pays MENA à absorber le nombre croissant de jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

ENCADRÉ O.3

Égypte : Le lien entre les échanges commerciaux et les résultats en matière d'emploi est-il rompu ?

Comment expliquer le lien en apparence rompu entre le commerce et le marché du travail local en Égypte ? Peut-être par la structure des entreprises égyptiennes, entre autres. Pour déterminer si cette hypothèse est vraie, nous nous livrons à une analyse approfondie. Après tout, même si les exportations ne sont pas liées aux marchés du travail au niveau macroéconomique, comme on pourrait s'y attendre, elles peuvent avoir des répercussions au niveau microéconomique. Il est certain que la hausse des exportations est susceptible de générer plus d'emplois en raison d'une demande accrue de main-d'œuvre. Alors, qu'est-ce qui peut expliquer qu'il n'en soit pas ainsi ? Quatre raisons sont envisagées :

- Les entreprises exportatrices peuvent constituer un segment trop limité du marché du travail local pour avoir une incidence significative sur l'emploi global. Pour l'Égypte, cette thèse peut être valable. Notre analyse montre que seulement 1 % des entreprises sont engagées dans l'export.

- Les entreprises exportatrices appartiennent souvent à des secteurs à forte intensité de capital (comme les industries extractives et les entreprises de haute technologie), qui peuvent accroître leur production sans augmenter sensiblement leur main-d'œuvre. Cette thèse peut également être valable. Nous trouvons un ratio capital-travail de 31 pour les entreprises exportatrices et de 26 pour les entreprises non exportatrices.
- Les entreprises exportatrices peuvent avoir une main-d'œuvre excédentaire et utiliser les travailleurs relativement inactifs pour assurer la production supplémentaire destinée à l'exportation. Cette thèse ne semble pas être valable. Nous constatons qu'une augmentation de 100 % des ventes à l'exportation stimulerait l'emploi d'environ 20 %
- Les entreprises peuvent simplement réorienter leurs ventes du marché national au marché international, sans accroître

(L'encadré se poursuit sur la page suivante.)

ENCADRÉ O.3 (suite)

leur production ou leur main-d'œuvre. Cette thèse ne semble pas être valable non plus. Nous constatons que l'augmentation des ventes à l'exportation est corrélée à l'augmentation de l'emploi et vice-versa.

En définitive, il est probable que le lien ne soit pas rompu. En fait, bien que l'emploi en Égypte ait augmenté en raison d'un surcroît d'exportations, cette augmentation n'a pas été suffisamment importante pour être ressentie dans l'ensemble de l'économie.

Pour que l'Égypte puisse profiter des avantages du commerce, elle devra entreprendre des réformes plus profondes en vue de créer des incitations à une croissance substantielle du secteur des exportations, qui profite particulièrement aux filières à forte intensité de main-d'œuvre, et d'intégrer davantage les chaînes de valeur mondiales. Cela signifie qu'elle doit améliorer son cadre des affaires, notamment en abaissant les barrières à l'investissement (en particulier l'investissement direct étranger), en réduisant les coûts de l'intégration du secteur formel pour les entreprises et en rendant le secteur privé plus attractif que le secteur public en ce qui concerne les salaires et la sécurité de l'emploi.

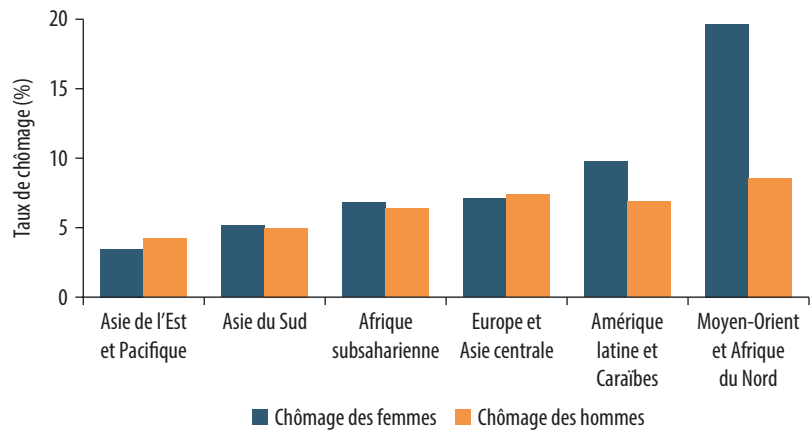
Message 3 : Les avantages commerciaux ne sont pas partagés équitablement

S'il est amplement prouvé que le commerce stimule la croissance économique et réduit la pauvreté, il est également établi que ces avantages ne sont pas partagés de manière égale. Cela s'explique notamment par le fait que la signature de nouveaux accords commerciaux régionaux et la réorientation des flux commerciaux entraînent une redistribution des richesses, ce qui signifie qu'il y aura inévitablement des gagnants et des perdants, certains secteurs et régions se développant alors que d'autres déclinent. Cela est vrai même dans les pays qui sont considérés comme des «modèles de réussite» en matière de libéralisation du commerce dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord comme ailleurs. Notre analyse met en évidence quelques constatations importantes relatives à ce phénomène dans la région.

L'insuffisance et l'évolution de la demande de main-d'œuvre limitent la participation des femmes au marché du travail. Les femmes de la région MENA souffrent davantage du manque de possibilités d'emploi que celles des autres régions à revenu faible ou intermédiaire. Le taux de chômage des femmes dans la région était proche de 20 % en 2019, bien au-dessus des niveaux des régions Asie de l'Est et Pacifique (3 %), Asie du Sud (5 %), Europe et Asie centrale (7 %), Afrique subsaharienne (7 % également), et Amérique latine et Caraïbes (10 %) (figure O.7).

En outre, en 2019, l'écart entre le taux de chômage des femmes et celui des hommes dans la région MENA était le plus important au monde, soit

FIGURE O.7

Taux de chômage par sexe et par région, 2019

Source : Banque mondiale, à partir de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

Note : Les valeurs correspondent au taux de chômage global dans chaque région, par sexe. Pour toutes les régions, les pays à revenu élevé sont exclus.

11 points de pourcentage. En revanche, les régions Asie de l'Est et Pacifique, d'une part, et Europe et Asie centrale, d'autre part, ont enregistré des écarts négatifs de 0,7 et 0,9 point de pourcentage, respectivement, ce qui porte à croire que la pénurie d'emplois dans ces autres régions touche davantage les hommes que les femmes. Les régions Amérique latine et Caraïbes, Asie du Sud et Afrique subsaharienne affichent des écarts de chômage entre hommes et femmes de 3, 0,2 et 0,3 points de pourcentage, respectivement, lesquels sont tous nettement inférieurs à ceux de la région MENA.

En 2000, le secteur manufacturier représentait 18 % de l'emploi féminin total dans la région MENA. En 2014, ce chiffre était tombé à 15 %¹⁰. Comme notre analyse le montre, cette baisse est largement due à la perte d'emplois féminins dans le textile et l'habillement, en raison de politiques industrielles internes favorables aux secteurs à forte intensité de main-d'œuvre masculine, de l'apparition de concurrents internationaux et du manque de possibilités d'emploi pour les femmes dans ce nouveau modèle d'exportation.

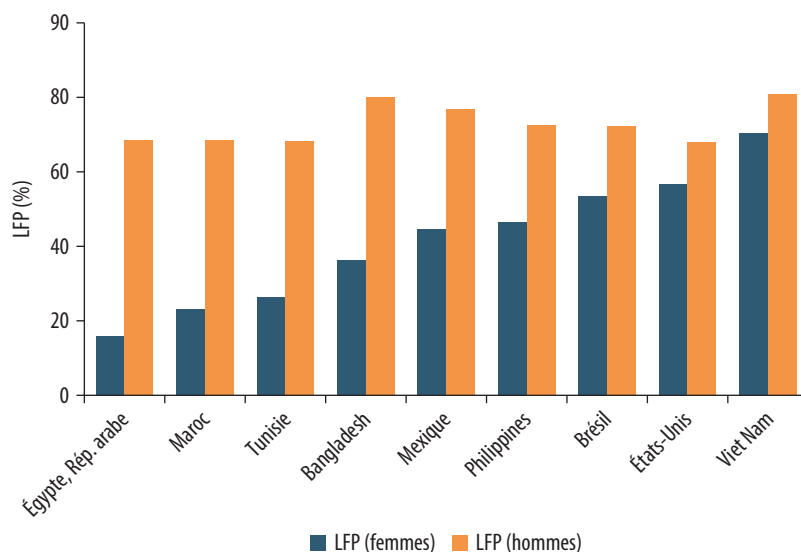
Les barrières sociales empêchent de nombreuses femmes de trouver un emploi en dehors du secteur public, et la plupart des emplois disponibles se trouvent habituellement dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre masculine. Dans les années 90, la participation des femmes au marché du travail dans les pays MENA à revenu faible ou intermédiaire s'élevait en moyenne à 17 % ; elle n'a pas dépassé 18 % la décennie suivante. À titre de comparaison, elle a atteint 28 % dans la région Asie du Sud, 62 % en Asie de l'Est et Pacifique, et 63 % en Afrique

subsaharienne¹¹. En particulier, nos pays de référence — l'Égypte, le Maroc et la Tunisie — ont enregistré des taux plus faibles (avec peu de signes d'amélioration au cours des deux dernières décennies) que les pays à revenu élevé de la région (comme les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar). En outre, comparés à une sélection de pays d'autres régions du monde, les trois pays étudiés se retrouvent au dernier rang (figure O.8). Par exemple, les taux de participation des femmes au marché du travail au Brésil et au Viet Nam en 2019 s'élevaient respectivement à 53 % et à 70 %.

Les entreprises qui ont le plus contribué à la croissance des exportations se trouvaient dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre masculine plutôt que féminine. C'est le cas au Maroc et en Tunisie, où les taux de participation des femmes au marché du travail sont respectivement de 23 % et de 26 % (figure O.8). Bien qu'il soit supérieur à la moyenne régionale (17 %), l'écart par rapport au taux de participation des hommes dans chacun de ces deux pays est de 49 et 44 points de pourcentage, respectivement. En ce qui concerne le chômage, les femmes sont encore une fois plus touchées que les hommes, et ce de manière disproportionnée. Au cours de la même période, le taux de chômage des femmes s'élevait en moyenne à 20 % dans l'ensemble des pays à revenu faible ou intermédiaire de la région, tandis que celui des hommes était de 9 %¹².

FIGURE O.8

Participation des femmes et des hommes au marché du travail en Égypte, au Maroc et en Tunisie par rapport à certains pays d'autres régions, 2019



Source : Banque mondiale, à partir de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

Note : LFP (*labor force participation*) = participation au marché du travail.

Recommandation : Notre analyse démontre que la promotion des exportations a découragé la participation des femmes au marché du travail, contrairement aux cas bien documentés dans lesquels l'industrie légère de pays émergents (comme le textile et l'habillement) bénéficie de l'ouverture commerciale et favorise ainsi l'emploi des femmes et leur participation au marché du travail. En fait, nous constatons qu'après un choc commercial, les femmes de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ont particulièrement du mal à changer de profession.

Pour inverser cette tendance, des mesures sont nécessaires pour augmenter l'emploi des femmes et combler l'écart qui les sépare des hommes, lequel a été creusé par l'évolution récente vers des secteurs à forte intensité de capital et de main-d'œuvre masculine. On pourrait, pour ce faire : a) promouvoir l'industrie légère haut de gamme et de grande valeur ; et b) encourager les femmes à intégrer davantage les secteurs traditionnellement dominés par les hommes et vice-versa. Tout train de mesures dans le domaine du commerce devrait inclure la sensibilisation, l'éducation, la formation professionnelle et des incitations spéciales à l'embauche de femmes (et de jeunes).

Message 4 : La segmentation du marché en fonction du sexe empêche d'obtenir de meilleurs résultats sur le marché du travail

Les frictions liées au travail, telles que les coûts de mobilité qui empêchent les travailleurs de changer de secteur d'activité ou de lieu d'affectation, sont plus importantes dans la région MENA que dans d'autres régions telles que l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Asie du Sud (Artuc, Lederman et Porto, 2015). Ce facteur est très important, car la segmentation du marché empêche de partager plus largement les avantages du commerce. En fait, des économistes attribuent à ces frictions bon nombre des effets négatifs de la mondialisation. Il est important de noter ici que notre étude considère la segmentation du marché par sexe comme étant exogène (externe) au commerce, c'est-à-dire que son existence est indépendante des facteurs qui influencent les échanges. Cependant, nos résultats soulignent la nécessité d'étudier ces inégalités entre les femmes et les hommes sur le marché du travail, comme précisé ci-dessous.

L'activité économique est segmentée par sexe. Les préjugés, les normes sociales ou les préférences individuelles créent des frictions sur le marché du travail qui empêchent les femmes de passer d'un secteur à l'autre de manière optimale. Si elles sont suffisamment importantes, ces frictions entraînent une segmentation substantielle du marché en fonction du sexe. Par exemple, la filière du textile et de l'habillement comporte une forte proportion d'emplois féminins, soit 83,6 % du total des travailleurs de l'habillement au niveau mondial (Lopez-Acevedo et Robertson, 2012).

La segmentation des marchés du travail en fonction du sexe a davantage nui à la participation des femmes au marché du travail lorsque l'Accord multifibres — accord commercial international qui imposait des quotas sur la quantité de produits textiles et de vêtements exportés par les pays à revenu faible ou intermédiaire vers les pays à revenu élevé — **a pris fin en 1994**. La disparition de cet accord a entraîné une nette hausse des exportations mondiales de vêtements et une redistribution de la fabrication de vêtements entre les pays, ce qui a favorisé l'emploi dans le secteur de l'habillement dans des pays comme le Bangladesh (Lopez-Acevedo et Robertson, 2012), mais l'a réduit dans d'autres, comme ceux de la région MENA.

Au Maroc, les femmes trouvaient moins d'emplois après la contraction du secteur de l'habillement à plus forte intensité de main-d'œuvre féminine. La fin de l'Accord multifibres, ajoutée à des politiques économiques nationales favorisant la formalisation des entreprises et les filières à forte valeur ajoutée (qui tendent à être dominées par les hommes), a davantage diminué la participation des femmes au marché du travail. En Tunisie, les femmes ont également été les plus durement touchées. Notre analyse montre qu'une augmentation d'un milliard de dollars de l'exposition aux exportations a réduit le ratio d'emploi femmes-hommes de 6,8 points de pourcentage — principalement à cause des femmes mariées plutôt que des célibataires (encadré O.4). En outre, comme les exportations concernent de plus en plus les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre masculine, les régions tunisiennes les plus exposées ont connu une croissance de l'emploi féminin relativement faible. C'est ainsi que la segmentation géographique s'ajoute à la segmentation par sexe pour grever encore plus la participation des femmes au marché du travail.

Recommandation : Il y a lieu d'éliminer la segmentation du marché en fonction de la situation géographique et du secteur d'activité afin de promouvoir une croissance économique partagée, de réduire les frictions sur le marché du travail et de créer des emplois pour une plus large part de la population. Pour ce faire, on peut : a) promouvoir les filières favorables aux femmes ; et b) veiller à ce que le développement du commerce s'accompagne d'infrastructures et de mesures qui favorisent les régions ignorées par les nouvelles industries et le secteur des exportations.

Un autre problème à résoudre concerne l'existence de traditions et de normes sociales qui, on le sait, découragent le travail des femmes en dehors de leur domicile. Les pouvoirs publics pourraient contribuer à la solution en adoptant des mesures propices au travail à distance, qui devraient bénéficier tout particulièrement aux femmes. Une prochaine étude se penchera sur la capacité de l'économie numérique à promouvoir le travail à domicile et à stimuler l'emploi et l'entrepreneuriat féminins.

ENCADRÉ O.4

Tunisie : Chocs commerciaux et marchés du travail « segmentés » par sexe

Pourquoi la segmentation du marché du travail en fonction du sexe est-elle importante en cas de chocs commerciaux? Ce type de segmentation fait référence aux différentes possibilités d'emploi pour les femmes et les hommes. Nous avons examiné cette question en Tunisie à partir de la variation de l'exposition aux exportations et de la composition du marché du travail dans les diverses régions du pays. Par exemple, les régions du Nord-Est et du Centre-Est sont spécialisées dans la fabrication, tandis que les villes de la région du Grand Tunis sont principalement tournées vers les services.

Nos résultats présentés au chapitre 4 montrent qu'entre 2006 et 2016, les provinces les plus exposées à l'augmentation des exportations ont connu une baisse du ratio de l'emploi femmes-hommes. Cela n'est pas surprenant, puisque la plupart des chocs induits par la demande extérieure (augmentations) étaient concentrés dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre

masculine, ce qui a entraîné une expansion de l'emploi masculin et une contraction de l'emploi féminin.

Ensuite, pour mettre en lumière les effets d'une modification de l'exposition au commerce international sur le bien-être, nous en avons évalué l'incidence sur le chômage des hommes et des femmes. Notre analyse révèle qu'une plus grande exposition au commerce international n'a pas d'effet significatif sur le taux de chômage des hommes ou des femmes. Compte tenu de la baisse du taux d'emploi des femmes constatée précédemment, nous pouvons conclure que les femmes (en particulier celles qui sont mariées) quittaient le marché du travail et que les ménages semblaient substituer leur participation à celle des hommes. En fait, une augmentation d'un milliard de dollars de l'exposition aux exportations a entraîné une diminution de 4605 emplois chez les femmes mariées et de 2501 emplois chez les femmes célibataires.

Notes

1. Les informations sur la part du commerce dans le PIB de la région proviennent de l'étude «Trade (% of GDP) – Middle East & North Africa (excluding high income)», qui utilise les données des comptes nationaux de la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : <https://data.worldbank.org/indicator/NE.TRD.GNFS.ZS?locations=XQ>.
2. Dans ce rapport, l'expression «région Moyen-Orient et Afrique du Nord» ne désigne que les pays à revenu faible ou intermédiaire de la région : Algérie, Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Iraq, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, République arabe d'Égypte, République arabe syrienne, République islamique d'Iran, République du Yémen et Tunisie. Sont exclus les pays à revenu élevé de la région : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Israël, Koweït, Malte, Oman et Qatar.

3. Les informations sur la part du commerce dans le PIB de la région proviennent de l'étude «Trade (% of GDP) - Middle East & North Africa (Excluding High Income)», qui utilise les données des comptes nationaux de la Banque mondiale et de l'OCDE : <https://data.worldbank.org/indicator/NE.TRD.GNFS.ZS?locations=XQ>.
4. Les informations sur le PIB global par habitant proviennent de l'étude «GDP per Capita (constant 2015 US\$) —Middle East & North Africa (Excluding High Income)», qui utilise les données des comptes nationaux de la Banque mondiale et de l'OCDE : <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.KD?locations=XQ>.
5. Ces résultats proviennent des enquêtes d'opinion du réseau de recherche Arab Barometer menées de 2012 à 2014 en Algérie, en Cisjordanie et à Gaza, en Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Koweït, au Liban, en Libye, au Maroc, en République du Yémen, au Soudan et en Tunisie.
6. Les informations sur le chômage pour la période allant de 2000 à 2019, par sexe et par groupe d'âge, proviennent de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde.
7. Les données démographiques pour la période allant de 2000 à 2019 proviennent de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde.
8. Les données sur le chômage des jeunes proviennent de l'étude «Unemployment, Youth Total (% of Total Labor Force Ages 15-24) (Modelled ILO Estimate) —Middle East & North Africa (Excluding High Income), Egypt, Arab Rep., Morocco, Tunisia», qui utilise les estimations et les projections modélisées par l'OIT (ILOEST) tirées de la base de données statistiques de l'OIT (ILOSTAT) : <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.1524.ZS?end=2020&locations=XQ-EG-MA-TN&start=2019>.
9. Les données sur le taux de participation au marché du travail sont tirées de l'étude «Labor Force Participation Rate, Female (% of Female Population Ages 15+) (Modelled ILO Estimate) —Middle East & North Africa (Excluding High Income), Egypt, Arab Rep., Morocco, Tunisia», qui utilise les estimations et les projections modélisées par l'OIT (ILOEST), ILOSTAT : <https://data.worldbank.org/indicator/SL.TLF.CACT.FE.ZS?end=2019&locations=XQ-EG-MA-TN&start=1990>.
10. Les données sur l'emploi féminin par secteur proviennent de l'étude «Employment in Industry, Female (% of Female Employment) (Modelled ILO Estimate) - Middle East & North Africa (Excluding High Income)», qui utilise les estimations et les projections modélisées par l'OIT (ILOEST), ILOSTAT : <https://data.worldbank.org/indicator/SL.IND.EMPL.FE.ZS?locations=XQ>.
11. Les statistiques régionales sur la participation des femmes au marché du travail sont tirées de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde.
12. Les données sur le chômage des hommes et des femmes proviennent respectivement de l'étude «Unemployment, Male (% of Male Labor Force) (Modelled ILO Estimate) — Middle East & North Africa (Excluding High Income) » (<https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.MA.ZS?end=2021&locations=XQ-ZQ&start=2018>) et de l'étude « Unemployment, Female (% of Female Labor Force) (Modeled ILO Estimate) – Middle East & North Africa (Excluding High Income) »

(<https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.FE.ZS?end=2021&locations=XQ-ZQ&start=2018>), qui utilisent toutes deux les estimations et les projections modélisées par l'OIT (ILOEST), ILOSTAT.

Références bibliographiques

- Artuc, Erhan, Daniel Lederman, and Guido Porto. 2015. "A Mapping of Labor Mobility Costs in the Developing World." *Journal of International Economics* 95 (1): 28–41.
- Artuc, Erhan, Daria Taglioni, and Roman Zarate. 2022. "International Integration and Jobs in Palestine: A Review of the Experiences of Other Developing Countries." Unpublished manuscript, World Bank, Washington, DC.
- Baier, Scott L., Jeffrey H. Bergstrand, and Matthew W. Clance. 2018. "Heterogeneous Effects of Economic Integration Agreements." *Journal of Development Economics* 135: 587–608. <http://sites.nd.edu/jeffrey-bergstrand/files/2020/04/Heterogeneous-Effects-of-Economic-Integration-Agreements.pdf>.
- Bartik, Timothy J. 1991. *Who Benefits from State and Local Economic Development Policies?* Kalamazoo, MI: W. E. Upjohn Institute for Employment Research.
- Lopez-Acevedo, Gladys, and Raymond Robertson, eds. 2012. *Sewing Success? Employment, Wages, and Poverty following the End of the Multi-Fibre Arrangement.* Directions in Development—Poverty. Washington, DC: World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/13137>.
- Lopez-Acevedo, Gladys, and Raymond Robertson, eds. 2016. *Stitches to Riches? Apparel Employment, Trade, and Economic Development in South Asia.* Directions in Development Series. Washington, DC: World Bank.

Dans la région Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), les mesures de libéralisation du commerce ont coïncidé avec une croissance économique stable, et le PIB par habitant a davantage augmenté que dans les autres régions en développement. Cependant, les résultats du marché du travail dans la région MENA — tels que les salaires moyens, l'envergure de l'économie informelle et la participation des femmes à la main-d'œuvre — laissent toujours à désirer. Pourquoi l'accroissement des échanges commerciaux n'a-t-il pas permis d'améliorer ces résultats dans les pays MENA à revenu faible ou intermédiaire ?

Le rapport intitulé Exportations : facteurs d'amélioration du marché du travail dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord s'intéresse à l'impact de la politique commerciale sur les échanges commerciaux et leur corrélation avec la situation du marché du travail local dans trois pays à revenu faible ou intermédiaire : le Maroc, la République arabe d'Égypte et la Tunisie. Compte tenu des caractéristiques particulières de leurs marchés du travail, de la diversification de leurs exportations et de l'évolution de leur politique commerciale, ces trois pays offrent des enseignements importants pour le développement économique de la région. Décideurs et autres parties prenantes peuvent utiliser les résultats exposés dans le présent rapport pour concevoir des politiques visant à améliorer les chances que des flux commerciaux plus importants contribuent à de meilleurs résultats sur le marché du travail et garantissent un partage plus équitable des avantages.

- « Ce rapport dirigé par Gladys Lopez-Acevedo et Raymond Robertson repousse les limites de la connaissance sur la relation entre le commerce et le marché du travail dans la région MENA. Bien qu'il se concentre sur trois pays (le Maroc, la République arabe d'Égypte et la Tunisie), il prodigue des enseignements d'une portée plus générale sur la façon de résoudre l'apparente énigme d'une plus grande exposition aux échanges commerciaux qui n'est pas suivie de meilleurs résultats sur le marché régional du travail. Il montre, entre autres, comment la segmentation du marché en fonction du sexe détermine la manière dont sont ressentis des chocs commerciaux tels que l'augmentation des exportations. Les décideurs de la région tireront certainement parti des éléments probants compilés par le rapport et de l'analyse qu'il fait sur la manière de transformer l'intégration commerciale en un levier de prospérité partagée. »

Octaviano Canuto, Senior Fellow au Policy Center for the New South et ancien vice-président de la Banque mondiale

- « Ce rapport, qui arrive à point nommé, essaie de comprendre pourquoi l'essor du commerce n'a pas produit les améliorations souhaitées sur le marché du travail dans trois pays non exportateurs de pétrole de la région MENA. La principale raison qui explique le lien tenu entre l'expansion des échanges et les améliorations largement partagées du marché du travail semble être le caractère segmenté de ces marchés dans les trois pays étudiés, en fonction du sexe et de l'envergure de l'économie formelle. Au Maroc et en Tunisie, la forte segmentation du marché du travail entre les sexes, combinée à la concentration des échanges dans les secteurs à forte intensité de capital dominés par les hommes, offre peu d'avantages pour les femmes en matière d'emploi. En Égypte, l'impact limité du commerce sur l'emploi formel est imputable à l'étroitesse du secteur des exportations dans ce pays et à son manque d'intégration avec le reste de l'économie. Ces constatations sont essentielles pour comprendre comment les obstacles à une prospérité largement partagée peuvent être aplanis dans la région. »

Ragui Assaad, professeur, Humphrey School of Public Affairs, Université du Minnesota

